



L'ACTUALITÉ

RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE : LE PARCOURS DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE PAR GESTES PORTÉ PAR LA CAPEB S'IMPOSE AUX RENODAYS COMME LA SOLUTION DE LA RELANCE

La CAPEB participait cette semaine au salon Renodays pour rappeler que la rénovation énergétique ne pourra pas se faire sans les entreprises artisanales du bâtiment, défendre le bienfondé d'un parcours de rénovation par gestes et d'un accès simplifié au RGE et dénoncer l'irresponsabilité des dirigeants politiques qui s'enlisent dans des postures politiciennes au détriment de l'économie réelle et de ses acteurs.

C'est dans un flou politique complet que le forum Renodays a ouvert ses portes mardi et mercredi. Tous les acteurs de la rénovation énergétique, CAPEB en tête, ont tenu le même discours d'inquiétude face à une conjoncture dégradée et à une absence totale de politique de la part de nos dirigeants défaillants. Tous ont déploré que les considérations politiciennes l'emportent sur la réalité des entreprises au quotidien, qu'il s'agisse des fabricants, des distributeurs comme des entreprises de production et d'installation. « Ce n'est pas un stop and go a déclaré le Secrétaire national de l'UNSA, c'est un stop tout court ». L'heure est grave. Le Président de la CAPEB a souligné à plusieurs reprises l'absurdité de la situation. Alors que les potentialités du marché de la rénovation énergétique sont considérables, l'activité des entreprises demeure en repli, y compris sur ce segment, et l'emploi en pâti fortement (28 000 suppressions dans l'artisanat du Bâtiment l'an dernier) alors que toutes les études montrent qu'il faudrait en créer 200 à 300 000 pour faire face aux besoins de rénovation énergétique des logements.

Autre absurdité : alors que l'enveloppe budgétaire dédiée aux travaux via MaPrimeRénov' reste conséquente (2,6 milliards dépensés en juin dernier), les entreprises artisanales du bâtiment, qui sont pourtant les leaders de ce marché, n'en

beneficient pas ! La réforme du dispositif visant à privilégier coûte que coûte les rénovations d'ampleur a provoqué des effets d'aubaine massifs qui ont bénéficié à quelques-uns seulement. Rien de tout cela n'a « ruisselé » sur nos entreprises comme l'a fait observer Jean-Christophe Repon, considérant même que les plafonds d'aides sont trop généreux. « Il faut construire un parcours de rénovation par gestes sur la durée pour remettre le stock de logements à niveau » ; 700 000 logements sont concernés alors que seulement 90 000 ont été rénovés aujourd'hui. Cette solution permettrait de respecter les finances publiques. L'État doit maintenir son accompagnement pour dynamiser le marché, mais cet accompagnement doit être plus intelligent, plus pertinent pour couvrir le maximum de particuliers et d'entreprises. On veut lutter contre la fraude or cette aide généreuse amène ces fraudes. Il faut rénover aussi le système de contrôle. On limite le RGE à 55 000 entreprises sélectionnées sur des dossiers administratifs alors que ce sont leurs compétences qui importent. Les procédés digitaux, l'IA et la blockchain sont des outils qu'il faut utiliser pour changer de paradigme et aller plus loin. Le Président de la CAPEB a également rappelé que le poste logement est le plus important du budget des ménages et que l'État devrait veiller à y prêter davantage attention tout comme il devrait mieux



répartir la dépense publique dans les aides qu'il accorde aux travaux. Certes, il faut bien sûr trouver d'autres financements pour limiter le reste à charge des ménages. La mise en place d'une banque de la rénovation énergétique, portée par une proposition de loi à l'Assemblée nationale, est revenue dans les débats. Mais il faut aussi et surtout permettre aux ménages de faire leurs travaux progressivement, les accompagner sur un parcours étalé sur plusieurs années et leur faire comprendre l'intérêt de réaliser les gestes qui doivent suivre le premier.

Les perspectives d'activité existent bel et bien. Il s'agit pour l'État de ne pas les bloquer par des décisions absurdes, un défaut d'arbitrage ou par manque de courage politique. La transition écologique est un impératif pour notre planète et pour ses habitants. Elle ne doit pas être sacrifiée sur l'autel des postures politiciennes ou de l'équilibrisme budgétaire. L'avenir des jeunes dans nos TPE est un avenir sain, sûr et florissant parce que les entreprises artisanales agissent pour le bien commun, pour l'intérêt général, pour le bien être chez soi et le bien vivre tout simplement. C'est ce message que la CAPEB fera passer aux 20 000 jeunes attendus la semaine prochaine à Marseille à l'occasion de la compétition des WorldSkills.

ÉCONOMIE

→ LA RÉOUVERTURE DE MAPRIMERÉNOV' EN MODE RESTREINT

Quelques jours avant l'ouverture du forum Renodays, la plateforme MaPrimeRénov' a été réouverte après trois mois d'arrêt pour les rénovations d'ampleur. Mais, prise d'assaut dès le premier jour, elle a aussitôt été refermée... Faux départ donc pour un dispositif qui s'accompagne désormais de conditions d'accès extrêmement limitées. La Directrice de l'Anah, Valérie Mancrét-Taylor, a expliqué ce bug par un afflux excessif de dossier dès le premier jour. De fait, en quelques heures, près de 150 000 connexions ont été enregistrées, rendant le site inopérant. Autant dire que le quota de 13 000 dossiers de rénovation d'ampleur qui pourront être acceptés d'ici la fin de l'année, devrait être rapidement atteint. S'ajoute à cela le fait que les aides sont désormais réservées aux logements très économes et aux ménages les plus modestes. Mais avec un plafond divisé par deux (30 à 40 000 € au lieu de 70 000 € selon le nombre de classes de performance énergétique gagnée) et un bonus de sortie de passoire thermique (l'aide supplémentaire lorsqu'on sort d'un logement classé F ou G) supprimé. En outre, pour les ménages

« très modestes » et « modestes », l'avance sur travaux dans le cadre du parcours « mono geste » passe de 70 % à environ 50 % pour certains travaux et les niveaux d'aides pour les ménages aux revenus plus élevés sont revus à la baisse. Un arbitrage très regrettable car, comme l'a souligné Jean-Claude Rancurel, Président des Métiers de la Couverture & Plomberie Chauffage, à plusieurs reprises en radio notamment, ces ménages en ont aussi besoin pour engager des travaux. MaPrimeRénov' est donc aujourd'hui très restreinte. Elle le sera encore bien davantage dès le 1^{er} janvier prochain puisque les mono gestes ne seront plus autorisés pour les logements F et G et que, si rien ne vient remettre en cause les derniers textes réglementaires parus, les travaux d'isolation des murs et l'installation de chaudières biomasse seront exclus du dispositif et ne pourront donc plus bénéficier de MaPrimeRénov'. Une aberration quand on veut bien admettre que l'isolation est le premier geste à réaliser pour une rénovation efficace et que le chauffage au bois est une énergie renouvelable locale et peu coûteuse. Ainsi, alors que l'urgence

climatique impose de massifier les travaux de rénovation énergétique, nous nous acheminons vers un dispositif public étreint et inefficace. Une évolution que nous dénonçons avec force ! « Si on veut massifier, les finances publiques ne permettront pas d'engager les 700 000 rénovations qui doivent l'être. Il faut accompagner les ménages plus modestement mais plus longtemps en mettant en place un parcours de rénovation. Or, il devient compliqué de se lancer dans un parcours de rénovation dès lors que les gestes essentiels comme l'isolation de l'enveloppe ou le recours aux énergies renouvelables comme les chaudières biomasse vont être exclues du dispositif » a déclaré le Président Jean-Christophe Repon.



→ DES CONFÉRENCES SUR LES OUTILS DES ARTISANS EN RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

Lors du salon Renodays la CAPEB a organisé plusieurs conférences. L'une d'elles, présentée par Yann Danion, Président des Métiers de la Plâtrerie et Isolation de la CAPEB et Arthur Bernagaud,

Artisans du bâtiment by CAPEB. Le Directeur Marketing et Développement de la CAPEB et le Président des Métiers de la Couverture & Plomberie Chauffage s'y sont employés. Jean-Claude Rancurel a également pu mettre en avant l'utilité des RAR et du programme OSCAR et plaidé pour sa reconduction aux côtés du Pilote de ce programme à l'ATEE et de Jonathan Salmon, Secrétaire général de la CAPEB Île-de-France, RAR lui-même.



Co-fondateur de la start-up La Bonne Réponse, était consacrée à la solution l'Artisans by CAPEB, conçue pour simplifier et fiabiliser les projets de rénovation énergétique. Le rôle des CEE dans le financement de la rénovation énergétique a ensuite été présenté par Gilles Maillet, Président des Métiers de l'Électricité de la CAPEB, et Jean-Marc Boulicaut, Responsable des Relations Partenaires Institutionnels de la filière Bâtiment pour EDF. Une autre conférence a permis de valoriser le label ECO Artisan et le site annuaire



→ UNE CHARTE POUR FAVORISER LE RÉEMPLOI DES MATÉRIAUX

Sur le forum Renodays, la CAPEB a signé la charte d'engagement AMBRE : un programme pour Agir et Mobiliser pour Bâtir et rénover avec le Réemploi qui mobilise les organisations professionnelles, l'USH, l'AIMCC, le CSTB, l'AQC et France Assureurs. L'objectif de cette initiative collective est d'apporter des solutions concrètes aux problématiques rencontrées, de fiabiliser et de sécuriser les pratiques professionnelles et, pour finir, de contribuer à la massification du réemploi des matériaux. [Tout savoir sur ARTUR.](#)



SOCIAL

→ C'ÉTAIT LA SEMAINE DES MÉTIERS DU BTP

Ce lundi 6 octobre, la CAPEB a donné le coup d'envoi à la Semaine des Métiers du BTP avec France Travail. À cette occasion, la CAPEB avait proposé à France Travail la visite d'un chantier d'insertion situé en Seine Saint-Denis. Un exemple permettant très concrètement d'insérer dans la vie professionnelle des personnes éloignées de l'emploi, de lutter contre le chômage, mais aussi de promouvoir les métiers du bâtiment et de renforcer les associations locales dont le rôle est crucial. Ce déplacement a permis de montrer la complémentarité des expertises de France Travail et de la CAPEB au service de l'emploi, mais aussi de rappeler combien les métiers de l'artisanat du Bâtiment sont pourvoyeurs d'emplois durables et impactant sur le tissu économique local. Lors de cette visite, le Président de la CAPEB a rappelé que les entreprises artisanales du bâtiment n'ont pas les mêmes problématiques que les grandes entreprises en matière d'emploi et de formation et

que l'accompagnement de France Travail est, à cet égard, tout à fait essentiel. Il a rappelé aussi que les besoins de rénovation des logements impliquent que les entreprises puissent recruter entre 200 000 et 300 000 personnes alors que des milliers de postes risquent d'être supprimés compte tenu de l'instabilité politique qui perdure et ne permettent pas aux entreprises, ni à leurs clients, de se projeter dans l'avenir. « Pour nous artisans, il est important de préserver nos compétences. C'est ce que nous faisons avec France Travail » a déclaré Jean-Christophe Repon lors de ce lancement, rappelant que les petites entreprises ont relevé le défi de l'apprentissage, qui est essentiel, notamment pour intégrer les flux migratoires importants, « une démarche que l'artisanat a toujours su gérer. Nous travaillons en proximité avec les circuits courts, c'est notre typologie » a-t-il souligné avant d'ajouter : « Il fait bon vivre dans le secteur du bâtiment, que

l'on soit salarié ou chef d'entreprise. On peut entrer dans le métier en tant qu'apprenti et évoluer jusqu'à devenir chef d'entreprise. Il n'y a pas de nouveaux métiers, mais des métiers historiques et ancestraux qui continuent de se transmettre et qui éveillent l'intérêt de nombreux jeunes, femmes et hommes ».

[En savoir plus sur ARTUR.](#)



LOBBYING

→ LA CAPEB REÇOIT LES SÉNATEURS DU GROUPE IRT

La CAPEB poursuit ses rencontres avec les parlementaires des différents groupes politiques en vue de les informer et de les sensibiliser aux problématiques qui interpellent les artisans du bâtiment. Ce mercredi 8 octobre, le Président Jean-Christophe Repon a ainsi rencontré quatre sénateurs du groupe Indépendants République et Territoires (IRT) : Vanina Paoli-Gagin (Aube), Jean-Luc Brault (Loir-et-Cher), Pierre-Jean Rochette (Loire) et Daniel Chasseing (Corrèze). Une occasion de revenir sur la conjoncture du secteur et de les alerter sur le recul constant de l'activité depuis 2 ans. Une occasion aussi de leur expliquer nos positions sur des enjeux clés pour nos entreprises, à l'instar de l'équité fiscale entre TPE et micro-entreprises avec la confirmation de la baisse du seuil de franchise en base de TVA à 25 000 euros pour les micro-entreprises dans le bâtiment. Il a été question évidemment de la nécessaire

simplification du RGE à travers la validation d'audits chantiers et des dispositifs de soutien à la rénovation énergétique suite aux « stop and go » et la sortie inexploitable de mono gestes essentiels, de la mobilisation du secteur bancaire très attendue, mais aussi de la facilitation des GME et des soutiens à l'apprentissage pour les entreprises de moins de

50 salariés. Un rendez-vous qui a permis à la CAPEB de réaffirmer son souhait d'un apaisement politique rapide afin qu'un budget soit adopté et que les solutions concrètes portées par la CAPEB puissent être examinées et mises en œuvre par une équipe dirigeante stable.



GOVERNEMENT

→ MAIS OÙ ALLONS-NOUS ?

Difficile de ne pas être atterré devant tant d'ignorance et de mépris de nos dirigeants politiques envers le monde de la vraie vie, celle des gens qui se lèvent tous les jours pour maintenir à flot leur activité, préserver leurs emplois, aider nos concitoyens à vivre mieux chez eux. Quand la classe politique sortira-t-elle du bac à sable ? Les entreprises qui nourrissent la croissance de ce pays et assurent son équilibre social et sociétal dans tous les territoires, ont besoin de voir clair et loin. Il est urgent de mettre un terme à ces guéguerres politiciennes qui ne servent personne et certainement pas l'intérêt général ! Nous avons besoin de manière urgente d'un cap, d'un budget, d'arbitrages clairs et durables, bref,

de visibilité. L'éphémère gouvernement Lecornu est, hélas, une nouvelle preuve de l'incapacité de nos représentants politiques à assumer leur rôle au-delà de leurs différences de point de vue. Essaient-ils réellement de trouver des consensus pour permettre au pays de fonctionner et apporter un peu d'air à ceux qui agissent au quotidien en ce sens ? Franchement, le doute nous assaille. Et pourtant, les solutions, les propositions, les alternatives sont sur la table. La CAPEB apporte régulièrement les siennes, pragmatiques, issues de l'expérience du terrain, profitables à tous, cohérentes et stratégiques pour la pérennité de nos entreprises et de tout ce qu'elles apportent à la société. Comment ne pas interpeller toutes

ces personnes qui prétendent vouloir le bien du pays ? Nous prenons nos responsabilités, et vous, qu'attendez-vous pour les prendre ?!



MÉTIERS

→ LA CAPEB S'ENGAGE AUX CÔTÉS D'ÉLECTRICIENS SANS FRONTIÈRES

Vendredi dernier, la CAPEB a signé un accord de partenariat avec l'ONG Électriciens sans frontières. L'objectif est simple : informer et permettre à tous les artisans qui le souhaitent d'apporter leur soutien aux actions solidaires de l'association internationale, que ce soit en apportant leur contribution directement sur un projet, en transmettant leurs savoir-faire, en faisant un don matériel ou financier, etc. Les moyens d'agir sont multiples et tous vous sont présentés dans le livret d'accompagnement

que nous avons réalisé à cet effet. Vous y trouverez également des exemples de rédactionnels, posts et autres communications permettant d'informer largement les professionnels. L'ONG a été créée par des électriciens mais elle a besoin de toutes les compétences pour agir partout où elle intervient. La Réseau de la CAPEB est, à cet égard, une source majeure de bénévoles compétents.

[Tout savoir ici.](#)



→ GILLES MAILET A RÉUNI LES CONSEILLERS PROFESSIONNELS DES MÉTIERS DE L'ÉLECTRICITÉ

Le Président et les conseillers professionnels des Métiers de l'Électricité se sont retrouvés ce mercredi 8 octobre pour un point d'étape tant sur les questions de formation que sur les partenariats intéressant la profession. En l'occurrence, ils ont fait un état des lieux des partenariats menés à Urmet Yokis, Hager, Tariféo, Sonepar et débattu des relations à conduire avec Rexel, Schneider, Sododa, et Codial. Gilles Mailet et les conseillers ont ensuite réfléchi aux prochaines Rencontres des Métiers du bâtiment by CAPEB qui se tiendront à Marseille du 24 au 26 juin 2026. Puis ils ont passé en revue l'ensemble des dossiers de la filière électrique : la rencontre du 9 septembre et le comité Sequelec

avec Enedis, la baisse du taux de TVA sur les installations photovoltaïque, le webinaire organisé le 25 septembre avec Sycabel sur le choix des câbles dans les ERP, la rencontre du 11 septembre avec Consuel et le groupe de travail sur le diagnostic réseaux de communication résidentiels ainsi que la fiche d'auto-contrôle. Ils ont également évoqué les relations avec les organismes de qualification, et notamment le rendez-vous avec Qualifelec le 4 septembre dernier, la rédaction d'un livre blanc avec Ignès, le mémento réalisé avec Promotelec, les CNLE et CRLE. Enfin, ils sont revenus sur le déploiement d'Artisans by CAPEB.



→ BRUNO HATTON ET LES CONSEILLERS PROFESSIONNELS DES MÉTIERS DE LA MÉTALLERIE ET DU VITRAGE FONT UN POINT

Vendredi 3 octobre, Bruno Hatton a réuni ses conseillers professionnels pour un point d'étape des dossiers traités par les Métiers de la Métallerie et du Vitrage de la CAPEB. Ils ont commencé par fixer le calendrier de leurs réunions 2026 puis procédé à l'actualisation des informations qu'ils mettent à disposition du Réseau sur ARTUR. Après avoir abordé la question de la ferronnerie d'art, ils ont fait un point détaillé sur les sujets relatifs à la formation. Ils ont ainsi évoqué le nouveau groupe de travail visant à mettre au point un livret Métiers de la filière métal, puis examiné les chiffres clés de la formation ainsi que les baromètres Vie des Apprentis Vie des Entreprises réalisés conjointement par la CAPEB et le CCCA-BTP. Il a aussi été question de la fiche « Observatoire des métalliers ». Le Président et les conseillers ont par ailleurs traité des problématiques liées aux

garde-corps, évoquant tout d'abord la dernière réunion concernant la norme NF DTU P01-012, le rapport annuel de la commission de l'AFNOR qui porte le sujet et la demande d'inscription d'un nouveau NF DTU sur les garde-corps. Ils sont ensuite revenus sur les Rencontres des Métiers du Bâtiment de Clermont-Ferrand et ont commencé à réfléchir aux prochaines Rencontres, prévues du 24 au 26 juin 2024 à Marseille. Puis les questions santé/sécurité sont venues dans les débats, en particulier la question de la manutention des charges lourdes. Les actualités de la filière du métal MCM ont été passées en revue, plus précisément les normes et réglementations, la feuille de route décarbonation, l'atelier développement durable et le groupe Métal réemploi et plus largement les livrables et réalisations de la Maison de la Construction

Métallique en 2024/2025. Les travaux du CTICM étaient aussi à l'ordre du jour (et notamment le groupe de travail sur les ombrières photovoltaïques et QualiPV Bât). Enfin Bruno Hatton et ses conseillers ont fait le point sur le NF DTU concernant les travaux de vitrerie miroiterie, sur les recommandations professionnelles RAGE et leur transformation en NF DTU.



→ LES MÉTIERS DE LA PLÂTRERIE ET ISOLATION EN DÉPLACEMENT

Yann Danion et les conseillers professionnels des Métiers du Plâtre et de l'Isolation se sont délocalisés la semaine dernière pour aller à la rencontre des adhérents de Charentes Maritimes. Une belle occasion d'aborder des questions techniques et l'actualité de la profession, constituée notamment de MaPrimeRénov' et de la REP.

Une journée qui s'est terminée par un tournoi de pétanques organisé par la CDFA du département au profit de l'opération Octobre Rose. Le lendemain,

ils ont visité l'usine Biofib de défilage située à Sainte-Gemme-la-Plaine ainsi que l'usine de fabrication d'isolants biosourcés à Saint-Hermine. Accueillis par le Directeur général de Cavac Biomatériaux, ils ont pu échanger avec les agriculteurs producteurs de chanvre sur les enjeux de l'isolation écologique et de la filière chanvre. Un déplacement qui fait suite aux différentes rencontres initiées par les Métiers du Plâtre et de l'Isolation avec le syndicat de l'isolation végétale.





LES RENDEZ-VOUS DE LA SEMAINE

PRESSE

La démission du Gouvernement lundi puis le lancement de la semaine des métiers du bâtiment et enfin, les prises de position de la CAPEB sur le forum Renodays, ont déclenché une moisson d'interviews cette semaine.

Centre Inffo et l'Agence de Presse Magazine ont ainsi interviewé le Président avec le Directeur de France Travail à l'occasion de l'événement de lancement de la Semaine des Métiers du BTP, BatiActu et Le Moniteur l'ayant ensuite interviewé en one-to-one.



Sur l'instabilité politique et ses conséquences pour les entreprises, Jean-Christophe Repon a répondu aux questions du groupe de presse Centre France lundi soir (diffusion sur l'ensemble des titres du groupe La Montagne, Le Populaire du Centre, Le Journal du Centre, Le Berry Républicain, L'Yonne Républicaine et L'Écho Républicain), de Sud Radio dimanche matin puis de [RTL](#) (à partir de 05:20) et de La Croix mardi.



Jean-Claude Rancurel est intervenu sur le même sujet sur le plateau de France Info TV mardi soir ([à revoir ici](#) à partir de 01:20)

Le Président a par ailleurs rappelé nos propositions pour les Municipales sur le salon Renodays sur le plateau de Radio immo ([revoir ici](#)) et préalablement au Moniteur.

Avant cela, il a participé à un échange sur la même radio avec les Présidents de Coedis, d'Uniclima et de la FFB pour expliquer pourquoi le parcours par étape est une bonne solution. Les journalistes de Politico et de BatiActu l'ont aussi interrogé à cette occasion. ([voir le replay ici](#)). Des propos repris par Jean-Claude Rancurel sur Radio immo également avec Synergic, la Fnaim et l'Anah ([réentendre ici](#)). Enfin Christophe Bellanger a répondu aux Échos sur le verdissement de la flotte de véhicules et ses points de blocage.

CESE

Jean-Christophe Repon présidait lundi soir le Groupe de l'Artisanat et des Professions libérales qui est revenu sur le séminaire de gouvernance du 30 septembre qui visait notamment à dresser un bilan de la mandature. De son côté, la commission Travail et Emploi a examiné la saisine « Précarité du travail et de l'emploi : une politique d'inclusion économique pour renforcer la cohésion sociale et territoriale ».

FRANCE TRAVAIL

À l'occasion du lancement de la Semaine des Métiers du BTP, le Président de la CAPEB a pu échanger avec Thibaut Guilluy, directeur de France Travail sur l'importance de notre collaboration pour mieux accompagner les petites entreprises dans les territoires au regard de leurs besoins en compétences ([voir notre rubrique SOCIAL](#)).



RENODAYS

Un événement majeur pour défendre nos positions concernant la rénovation énergétique et MaPrimeRénov'. Le Président de la CAPEB a agrégé autour de lui de nombreux acteurs de ce marché dont certains étaient,



encore récemment, hostiles à nos propositions. Le forum fut évidemment le lieu de nombreux échanges et notamment avec Lionel Causse, député des Landes et Président d'une nouvelle association destinée à lutter contre les fraudes à la rénovation énergétique : Stop fraudes. ([voir notre Actualité](#)).



PARLEMENTAIRES

Ce mercredi, Jean-Christophe Repon a reçu quatre sénateurs du groupe Indépendants République et Territoires (IRT) pour les sensibiliser sur la situation conjoncturelle des entreprises artisanales du bâtiment et sur les propositions de la CAPEB pour améliorer leurs conditions d'activité ([voir rubrique LOBBYING](#)).



BUREAU CONFÉDÉRAL

Le Bureau confédéral s'est réuni ce jeudi matin en vue de faire un état des lieux des dossiers en cours et de préparer le Conseil d'Administration qui se tiendra la semaine prochaine. Au menu : la situation politique bien sûr, les dernières avancées sur MaPrimeRénov', le RGE VAE, le GME, le parcours de rénovation, la REP et le projet de consultation des adhérents sur la REP et MaPrimeRénov'. Également à l'ordre du jour, la situation du dialogue social, les relations avec la FFB, un retour sur la Semaine du BTP, les caisses de congés payés et l'action syndicale sur la représentativité. Il a aussi été question de la convention de partenariat avec la Cité de l'architecture, des 60 ans de l'École des Cadres, et de la situation de Constructyts. Enfin, un point a été fait sur les événements du mois d'octobre (Renodays, WorldSkills, Patrimoine, Semaine de l'IA), autant d'occasions d'affirmer le rôle des entreprises artisanales du bâtiment et celui de la CAPEB qui les représente.

U2P

Le Conseil exécutif de l'U2P avait lieu ce jeudi. Il est revenu notamment sur la situation gouvernementale ainsi que sur le projet d'acte de décentralisation annoncé par le Premier ministre.

CONSEIL DES PROFESSIONS

Le Conseil des Professions se réunissait ce vendredi. Nous y reviendrons dans notre prochain numéro.

RÉSEAU

Le Président confédéral avait prévu de terminer sa semaine syndicale en participant à l'Assemblée générale de la CAPEB Ariège.